

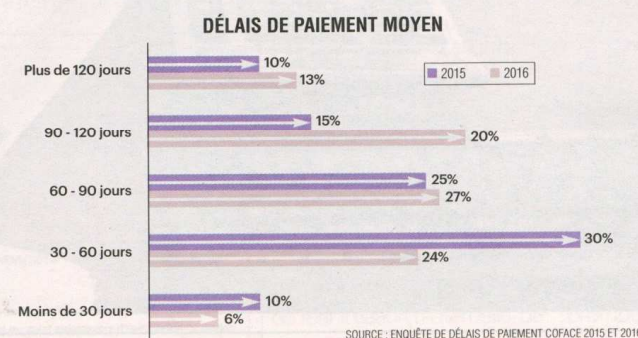
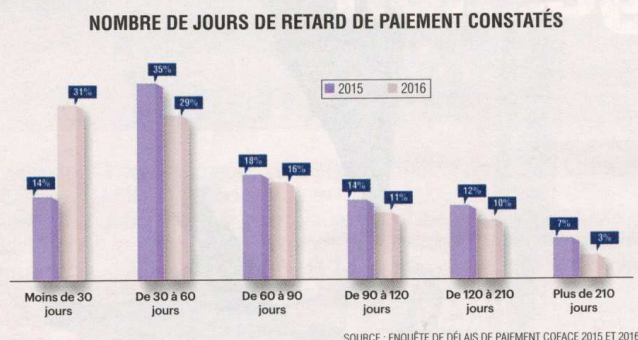
DÉCRYPTAGE

Délais de paiement

Au-delà de la loi, les pistes pour une meilleure gestion

● Dans notre dossier, dédié à l'analyse des défaillances d'entreprises en 2016, publié la semaine dernière, la problématique des délais de paiement a été confirmée comme étant une des principales raisons à l'origine de la mortalité d'entreprises. Une analyse des différents dysfonctionnements, sous-jacents à l'origine de ces blocages, laisse entrevoir des pistes à exploiter pour réduire les délais de paiement et améliorer la gestion de trésorerie des entreprises. Dans une approche benchmarking, certains modèles, exploitées à l'international, semblent être efficaces et pourraient ainsi inspirer nos entreprises pour solutionner une problématique que le cadre légal peine encore à réguler.

Délais de paiement, difficultés dans la gestion de trésorerie, problèmes de liquidité voilà des problématiques qui plombent aujourd'hui le quotidien des entreprises et plus particulièrement des PME. Dans notre dossier, dédié à l'analyse des défaillances d'entreprises en 2016 publié la semaine dernière, la problématique des délais de paiement a été confirmée comme étant une des principales raisons à l'origine de la mortalité d'entreprises. Pour mieux comprendre ce phénomène et les différents dysfonctionnements sous-jacents qui sont à l'origine de ces blocages, une analyse permet de lever le voile sur les points focaux des blocages mais donne également plus de visibilité sur les pistes à exploiter pour réduire les délais de paiement et améliorer la gestion de trésorerie des entreprises. «L'allongement des délais de paiement ainsi que l'augmentation des retards dans les transactions entre les entreprises témoignent des difficultés rencontrées par ces dernières. Bien que l'économie hors agriculture se montre résiliente en 2016, les délais de paiement tendent à augmenter dans l'ensemble des secteurs et les entreprises interrogées s'attendent à une stagnation de l'activité», expliquent les experts de Coface dans une récente étude publiée en septembre dernier.



Dans cette lignée, l'augmentation des délais de paiement semble avoir une incidence sur les comportements d'investissement des entreprises. «Les entreprises présentant les délais de paiement les plus longs tendent à moins investir que celles dont le délai de paiement moyen observé est de 30 jours», explique-t-on auprès de la Coface. De ce fait, les entreprises présentant des délais de paie-

ment courts favorisent tous les types d'investissement, aussi bien de remplacement que de productivité.

Persistence des délais à rallonge

Il est un fait, les délais de paiement se dégradent. Selon les experts, l'accroissement de la part des retards inférieurs à 30 jours, pourrait s'expliquer par «l'entrée en pratique de la légis-

lation concernant les délais de paiement mise en place en 2014». Par secteur d'activité, il semblerait que les entreprises enregistrant les retards les plus longs opèrent généralement dans la construction et des services aux entreprises et il semblerait que l'amélioration de la situation de trésorerie des entreprises soit intrinsèquement liée au nombre de jours de retards enregistrés. Si aujourd'hui les entreprises tiennent compte des comportements de paiement de leurs clients et provisionnent les retards potentiels dans leur projection de trésorerie, il n'en demeure pas moins que les patrons s'impatientent quant à l'application effective du cadre réglementaire qui régit cette question.

Un cadre légal toujours inopérant

«Inapplicable», voilà comment la loi sur les délais de paiement avait été jugée par le patronat à l'annonce de son contenu. Mettant la question au cœur de ses priorités. Après environ trois ans de tractations, le projet a finalement été adopté par le Parlement en août dernier, donnant lieu à une réglementation qui devrait acter l'amélioration des relations commerciales. En attendant, plusieurs pistes de réflexions sont proposées parmi lesquelles l'adoption d'un «cadre juridique pour les indemnités de retard». Ce dernier, proposé par le patronat pour sanctionner «les abus en matière de délais de paiement et les difficultés d'appliquer des pénalités de retard compliquent la gestion des entreprises et grèvent leur rentabilité». Pour l'heure, des pistes d'amélioration peuvent être exploitées par les entreprises pour assurer une meilleure gestion des délais de paiement à leur niveau. Dans une approche benchmarking, certains modèles exploités à l'international semblent être efficaces et pourraient ainsi inspirer nos entreprises pour solutionner une problématique que le cadre légal peine encore à réguler.

●●●
Tous les secteurs, sans distinction, sont touchés par le problème des retards de paiement.